

« Transformation écologique : sommes-nous prêts ? »

Baromètre de la transformation écologique Veolia / Elabe

1^{ère} édition octobre 2022

Pourquoi le baromètre de la transformation écologique ?

Le débat autour de l'écologie est entré dans une nouvelle phase qui peine à se structurer sur des bases communes. S'il y a consensus sur les risques pour la planète et l'humanité tout entière, les solutions pour réduire notre impact sont encore peu débattues et divisent.

Rapports du GIEC, stratégies climatiques, Green New Deal, COP : les propositions pour lutter contre le dérèglement climatique, la perte de biodiversité et les pollutions sont pourtant nombreuses.

Mais leur adoption et leur déploiement à grande échelle posent une question majeure : **les changements nécessaires pour mener le « combat du siècle » sont-ils socialement, économiquement et culturellement acceptables par les communautés humaines ?**

Cette question est au cœur du baromètre de la transformation écologique réalisé auprès d'un échantillon couvrant près de 60% de la population mondiale, réparti sur les 5 continents.

Ce baromètre a pour objectifs de **rendre concret le débat public** en travaillant sur les **solutions**, et de comprendre les **freins et les leviers** de leur **acceptabilité** pour accélérer la transition.

Méthodologie

25 pays cibles



		Nombre personnes interrogées	Pop. du pays dans la pop. mondiale	Part du pays dans les émissions mondiales de GES
ENSEMBLE		25 111	59,4%	67,7%
AFRIQUE				
1	CIV Côte d'Ivoire	1 005	0,3%	0,1%
2	MAR Maroc	1 030	0,5%	0,2%
3	NGA Nigeria	1 000	2,6%	0,7%
AMERIQUE				
4	BRA Brésil	1 006	2,7%	2,3%
5	CHL Chili	1 006	0,2%	0,2%
6	COL Colombie	1 005	0,6%	0,4%
7	USA Etats-Unis	1 002	4,2%	13,0%
8	MEX Mexique	1 003	1,6%	1,4%
ASIE ORIENTALE				
9	CHN Chine	1 000	18,1%	27,4%
10	IND Inde	1 002	17,5%	7,3%
11	IDN Indonésie	1 000	3,5%	2,2%
12	JPN Japon	1 004	1,6%	2,5%
EUROPE				
13	DEU Allemagne	1 006	1,1%	1,6%
14	BEL Belgique	1 008	0,1%	0,2%
15	ESP Espagne	1 000	0,6%	0,7%
16	FRA France	1 001	0,8%	0,9%
17	FIN Finlande	1 003	0,1%	0,1%
18	ITA Italie	1 002	0,8%	0,8%
19	NLD Pays-Bas	1 002	0,2%	0,4%
20	POL Pologne	1 000	0,5%	0,8%
21	CZE République Tchèque	1 005	0,1%	0,3%
22	GBR Royaume-Uni	1 003	0,9%	1,0%
MOYEN-ORIENT				
23	SAU Arabie Saoudite	1 002	0,4%	1,6%
24	ARE Emirats Arabes Unis	1 011	0,1%	0,5%
OCEANIE				
25	AUS Australie	1 005	0,3%	1,3%

Choix des pays

Une enquête réalisée dans 25 pays sur les 5 continents, auprès de plus de 25 000 individus (environ 1.000 par pays). Les pays ont été choisis pour leur poids démographique, leur poids dans les émissions de GES et pour assurer une diversité des histoires politiques et culturelles écologiques.

Au total, ces pays représentent près de 60% de la population mondiale, et 68% des émissions mondiales de GES.

Mode de recueil et dates de terrain

Enquête réalisée en ligne du 24 août au 26 septembre 2022 (recrutement en face à face en Côte d'Ivoire).

Représentativité de l'échantillon

Pour chacun des 25 pays, un échantillon représentatif des résidents âgés de 18 ans et plus a été constitué. La représentativité a été assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : genre, âge, catégorie socio-professionnelle ou revenus (selon pays), catégorie d'agglomération et région de résidence.

Résultats « Opinion mondiale »

Une équivalence entre pays a été privilégiée : chaque pays compte pour 1, pas de pondération selon le nombre d'habitants. Ce choix a été fait pour que la diversité des pays soit représentée et ainsi éviter que l'« opinion mondiale » ne soit que la moyenne des résultats des pays les plus peuplés (Chine et Inde notamment, qui totalisent plus de 35% de la population mondiale).

Marges d'erreur

La taille d'échantillon de 25.000 individus permet d'obtenir des marges d'erreur très faibles, comprises entre 0,3 et 0,6 point de pourcentage. Au niveau national, pour un échantillon de 1.000 individus, la marge d'erreur est comprise entre 1,4 et 3,1 points de pourcentage.

Fréquence du baromètre

Tous les 18 mois (temps long d'évolution des représentations, des opinions et des comportements).

1 Un intense sentiment de vulnérabilité face à des risques écologiques et climatiques majoritairement jugés graves et immédiats

- Un sentiment d'extrême fragilité réunit désormais les pays historiquement les plus fragiles (faible PIB, catastrophes naturelles déjà inscrites dans les mémoires collectives, expérience ancienne de la rareté des ressources essentielles telle que l'eau, ...) et les pays développés qui se sont longtemps sentis « à l'abri », protégés par leur développement économique et une moindre exposition aux conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (politiques sanitaires anciennes, infrastructures, ...)
- 71% des habitants du monde expriment un sentiment de vulnérabilité écologique et climatique :
 - 74% redoutent d'avoir des conditions de vie de plus en plus rudes,
 - 74% sont certains que leur pays est exposé à la dégradation de son écosystème et de sa biodiversité,
 - 70% estiment que leur pays est exposé aux mouvements migratoires provoqués par les pollutions et les dérèglements climatiques,
 - 68% craignent les dégâts matériels causés par des catastrophes naturelles (impact des inondations, sécheresses et événements climatiques violents sur les bâtiments et les infrastructures comme les routes, les réseaux de gaz et d'électricité, alimentation en eau, etc.),
 - 68% se sentent exposés aux risques sanitaires et expriment la peur de tomber malade à cause des pollutions (eau, air, sols).



- Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Chine, Inde, Italie, Espagne, Pologne : la vulnérabilité dépasse 78% (Pologne) et atteint 87% (Italie).
- Niveau le plus bas : Maroc (61%)
- Arabie Saoudite et Finlande font exception à ce sentiment de peur majoritaire dans tous les autres pays : ils totalisent quand même respectivement 48% et 45% d'habitants partageant un sentiment de vulnérabilité écologique et climatique.

2 75% des habitants du monde sont convaincus qu'un dérèglement climatique est en cours ET que l'activité humaine en est la cause principale

- **Le sentiment de vulnérabilité alimente cette conviction** : Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Chine, Inde, Italie, Espagne comptent le plus de climato-convaincus (dérèglement climatique en cours ET origine anthropique).
- **Contester le dérèglement climatique n'est plus à l'agenda de l'opinion publique mondiale.**
L'expérience de plus en plus fréquente de phénomènes naturels « anormaux » dévastateurs a fourni la preuve que certains réclamaient, réfutant ou ignorant pendant des décennies les alertes de la science : **89%** des habitants du monde partagent désormais la **certitude qu'un dérèglement climatique est en cours**.



Les pays les « plus hésitants » sur la réalité du phénomène totalisent moins de 25% de sceptiques (Nigéria 23%, Emirats Arabes Unis 21%, USA 20%, Finlande 19%).

- C'est **l'origine anthropique** du dérèglement climatique qui **fait encore débat** : **7%** des habitants du monde souscrivent à la théorie d'un **phénomène strictement naturel** et **7%** plaident **l'impossibilité d'en identifier la cause**.



Pays-Bas, Finlande, USA, Nigéria, Australie, Emirats Arabes Unis et Arabie Saoudite comptent le plus de négateurs, jusqu'à 41% de Saoudiens considérant que c'est un phénomène naturel (16%), ou qu'on ne peut pas savoir (10%), ou qu'il ne se passe rien (15%).

3 Face au « mur climatique et écologique », l'éco-anxiété bouleverse présent et futur de près d'1/3 des habitants du monde

- **30%** des habitants du monde **se sentent anxieux, angoissés par l'avenir**. Ils pensent souvent au dérèglement climatique et à la situation de l'environnement (pollutions, qualité de la biodiversité), **jusqu'à ne plus pouvoir vivre sereinement, voire renoncer à des projets de long terme** tel qu'avoir des enfants



L'éco-anxiété frappe plus du tiers des habitants de Pologne, d'Indonésie, du Japon, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Mexique, et touche 58% des Indiens !

- **59% sont préoccupés par la situation, mais cela ne les empêche pas de vivre** sereinement et de faire des projets de long terme.



La préoccupation est l'état d'esprit dominant (> 60%) en France, Espagne, République Tchèque, Pays-Bas, Belgique, Finlande, Italie, Chine, Brésil, Côte d'ivoire et Nigéria.

- **9%** estiment qu'il **n'y a pas vraiment d'inquiétude à avoir** (24% en Arabie Saoudite)

4 La fin d'un monde, mais pas la fin du monde

- **Peur, mais ni résignation ni impuissance** : 60% sont convaincus que **nous avons l'avenir entre nos mains**.



- Optimisme et détermination sont la règle en Pologne, Italie, Chine, Indonésie, Inde, Brésil, Colombie, Mexique, Côte d'Ivoire, Nigéria (>64%, jusqu'à 86% et 90% en Inde et en Indonésie).
- Une marge d'espoir qui recule fortement notamment sur le continent européen et dans les sociétés les plus âgées, dont la majorité des habitants doute (30% des habitants du monde vs. > 50% en France, République Tchèque, Belgique et Japon).
- 8% sont en revanche certains que « c'est trop tard » (>10% en France, UK, Belgique, Finlande, Allemagne, Japon).

- **Un avenir qui s'écrit dans l'action** : 67% ont la **certitude que l'inaction coûtera plus chère à l'humanité que l'action**.



> 56% dans tous les pays, jusqu'à >80% en Inde, Indonésie et Chine.

- Agir **collectivement** pour **réduire et inventer**
55% pensent qu'il faut **changer profondément nos manières de vivre, vivre plus sobrement ET mettre en place les technologies pour compenser et réduire les conséquences des pollutions et du dérèglement climatique**.



> 50% dans tous les pays, à l'exception des EAU et de l'Arabie Saoudite dont les sociétés sont partagées en 3 tiers : 1/3 sobriété, 1/3 technologies, 1/3 les deux.

5 Le besoin de nourrir un nouvel imaginaire : dessine-moi le monde transformé ...

- 60% des habitants du monde **ont du mal à imaginer à quoi pourrait ressembler la vie quotidienne si nous réalisons la transformation écologique** : 24% ne voient pas du tout, 36% ont quelques idées mais trouvent que ça reste très flou



Majorité dans tous les pays à l'exception de la Chine, Inde, Colombie, Côte d'Ivoire et Nigéria où une très courte majorité imagine assez bien le monde et notre vie quotidienne après la transformation écologique.

- Notamment parce qu'**on parle peu et pas assez des solutions à mettre en place** (56% en moyenne),



Jusqu'à 83% au Japon.
Font exception les Pays-Bas, l'Indonésie, l'Inde, les EAU et l'Arabie Saoudite.

- Pourtant, **l'espoir est de mise partout** : si imaginer le quotidien est difficile, la majorité des habitants du monde veulent croire que transformation écologique est synonyme de « monde meilleur », dans lequel **on vivra en meilleure santé (75%), plus heureux (69%), plus serein (69%), dans lequel on consommera moins mais mieux (69%), plus solidaire (64%), et plus confortable (63%)**.

Il n'est **pas exempt d'inquiétudes** : **pouvoir d'achat et peur de la frustration** de devoir renoncer à certaines pratiques.



- L'Allemagne est le seul pays dans lequel gains et pertes projetés sont de niveau presque équivalent.
- Amérique Latine et Afrique noire sont les continents les plus optimistes.
- USA, Europe, Australie et Asie sont mesurés, mais majoritairement positifs.

6 Quel chemin emprunter ?

- La **peur des conséquences de l'inaction** est aujourd'hui significativement **plus forte que la peur du coût du changement** : **le ratio gains et pertes projetés est presque systématiquement et partout en faveur de la transformation écologique**.
- **6 habitants du monde sur 10** affirment être **prêts à accepter 90% des changements qu'impliqueraient les solutions écologiques**.
- A condition :
 - D'avoir la **garantie que la solution ne présente aucun risque pour la santé**, ou qu'elle contribue à protéger ou améliorer santé et qualité de vie,
 - D'avoir la **certitude que la solution est véritablement utile** (démonstration de la contribution au combat – réduction des émissions, dépollution, souveraineté alimentaire, énergétique ...),
 - De **partager un vrai projet d'avenir de société, qui donne envie et motive**, en capacité de produire un mouvement collectif,
 - Que les **coûts économique et culturel** soient **supportables** : progressivité des évolutions, répartition équitable du surcoût financier (justice sociale) et adoption majoritaire de la pratique ou du nouveau mode de vie.

7 Dérèglement climatique : une urgence absolue, des solutions acceptables à condition de garantie sanitaire et d'utilité démontrée

- 79% des habitants du monde sont convaincus que le dérèglement climatique est un risque grave et immédiat.
- Les solutions sont peu, voire pas du tout connues :
 - La captation du CO2 pour le transformer en méthane ou en hydrogène surprend beaucoup (inconnue >60% partout, à l'exception de l'Inde, Indonésie et Chine).
 - La production d'énergie locale peu carbonée à partir de l'incinération des déchets non recyclables et de la biomasse et l'équipement des bâtiments d'outils intelligents pour optimiser la consommation d'énergie surprennent moins, mais sont rarement connus par plus d'1 habitant sur 2 quel que soit le pays (hors Inde, Indonésie, Finlande, Pologne et Italie).
- Leurs conséquences (coût de l'énergie et proximité des installations) sont acceptables : 68% proximité des stations d'épuration, 63% proximité des incinérateurs, 61% payer un peu plus cher l'énergie pour qu'elle soit moins émettrice de CO2 et « locale ».



- Pays les plus favorables : Pays-Bas, Allemagne, Italie, Chine, Indonésie, Inde, Brésil, Mexique, Nigéria.
 - Le surcoût est un irritant en France, République Tchèque, Belgique, Finlande, Japon, Côte d'Ivoire et Arabie Saoudite.
 - Pays plus réticents : Arabie Saoudite, Maroc, Japon, République Tchèque et dans une moindre mesure Espagne.
- En moyenne 2 conditions exigées : avoir la garantie que ces solutions ne présentent aucun risque pour la santé (1ère condition, 49%), que la démonstration soit faite de leur contribution à la réduction des émissions de GES (43%, 2ème condition) et qu'elles soient durables pour l'indépendance énergétique nationale (43%, 2ème condition).

8 Raréfaction des ressources et pollutions : un risque certain et immédiat, des solutions souhaitables et déjà partiellement « familières »

- Raréfaction et épuisement des ressources, et pollution des ressources et impact direct sur la santé sont respectivement perçus comme des **risque graves et imminents** par **77% et 76%** des habitants du monde.
- Les **solutions d'économie circulaire pour recycler la matière** et éviter d'en extraire davantage **sont les plus connues** dans le monde. Elles font déjà partie du quotidien et se traduisent par des **gestes déjà largement adoptés** : recyclage des déchets plastiques, recyclage des batteries électriques usagées et recyclage des D3E par 2/3 à 3/4 des habitants (à l'exception du Maroc, des EAU et de l'Arabie Saoudite où à peine un peu plus d'1/2 a connaissance de ces solutions).
- Les **solutions de dépollution des ressources naturelles surprennent peu, mais sont significativement moins connues** (dépollution des sols contaminés par les métaux lourds et hydrocarbures, et dépollution de l'air intérieur enregistrent des notoriétés rarement > 50% ; écoconception et élimination des micropolluants présents dans l'eau font rarement mieux).
- **Leurs conséquences** (surcoût à l'achat, gestes individuels de tri, pratiques de consommation et proximité de sites industriels) **sont acceptables (voire souhaitables compte tenu du niveau d'adhésion)** : 75% à 82% des habitants du monde affirment être prêts à faire davantage de tri de leurs déchets, acheter des produits, équipements et aliments emballés dans des contenants fabriqués en partie à partir de matières recyclées.
- **Le surcoût** (à l'achat, ou par l'impôt ou les taxes) **dégrade l'acceptabilité mais est toléré par un peu plus de 60%** des habitants du monde.



- Le surcoût est localement un irritant : notamment en France, République Tchèque, Belgique, Finlande, Japon et Côte d'Ivoire.
 - Maroc et Arabie Saoudite se distinguent et comptent entre 60% et 40% d'opposants aux conséquences de ces solutions (habitudes de consommation et coût).
- En moyenne **2 conditions exigées** : avoir la **garantie que ces solutions ne présentent aucun risque pour la santé** (1ère condition, 47%), et que la démonstration soit faite que ce sont **des solutions durables à l'épuisement et aux pollutions des ressources** (45%, 2ème condition).

9 Menaces sur la biodiversité et la sécurité alimentaire : un risque réel, des solutions partiellement acceptables à condition de solides garanties sanitaires

- 74% des habitants du monde sont convaincus que le manque de nourriture et le risque d'avoir une nourriture de mauvaise qualité est un risque grave et immédiat.
- Les solutions sont peu, voire pas du tout connues :
 - Nourrir les poissons et animaux d'élevage avec des farines de larves de mouches se situe hors de l'imaginaire collectif (inconnue >60% partout, à l'exception de l'Inde et l'Indonésie).
 - La REUT pour irriguer les cultures est mal connue au niveau mondial (1 sur 2), mais avec de fortes disparités selon les pays. De même pour l'utilisation de déchets organiques et de boues des stations d'épuration pour produire des engrais organiques remplaçant les engrais chimiques.
 - L'agriculture urbaine est moins confidentielle (57% connaissent cette solution).
- Leurs conséquences sont pour la plupart acceptables : l'utilisation de la REUT pour l'agriculture (69%), les tâches ménagères (69%) et l'hygiène (66%), l'utilisation agricole d'engrais organiques pour les aliments du quotidien (68%) et la réduction de la consommation de viande (67%).
- Le surcoût de la REUT est un irritant pour 4 habitants du monde sur 10, mais jugé acceptable par une majorité (59%).
- Le changement comportemental exigé par la REUT pour l'eau de boisson et par la bioconversion à base d'insectes crée de la résistance dans la plupart des régions du monde (en moyenne respectivement 45% et 39% d'opposants).



- Rejet majoritaire au Japon, au Nigéria et au Moyen-Orient.
 - Pays les plus favorables : Pays-Bas, Belgique, Italie, Chine, Inde, Brésil, Mexique.
 - Le surcoût est un irritant en France, République Tchèque, Belgique, Finlande, Japon, Maroc, Côte d'Ivoire et Arabie Saoudite.
 - Pays réticents : Arabie Saoudite, Maroc, Côte d'Ivoire, Japon, Finlande et République Tchèque.
- En moyenne 2 conditions exigées : avoir la garantie que ces solutions ne présentent aucun risque pour la santé (1ère condition, 54%), que la démonstration soit faite que ce sont des solutions durables au risque de manque de nourriture et d'avoir une nourriture de mauvaise qualité (43%, 2ème condition).